



## Séance du conseil communal du 8 janvier 2020

### Discussion et vote du budget rectifié 2019 et du budget prévisionnel 2020

#### ORDRE DU JOUR

1. Décision portant sur la résiliation d'un contrat de bail
2. Affaires de personnel : création d'un poste de salarié
3. Modification du règlement de permutation et d'occupation des postes du personnel enseignant
4. Discussion et vote du projet de budget rectifié 2019 ainsi que du budget prévisionnel 2020
5. Divers

#### Présents :

Bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP); 1<sup>er</sup> échevin Nicolas Pundel (CSV); 2<sup>e</sup> échevin François Gleis (CSV)

Conseillers : Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng), Nicole d'Angelo (LSAP), Martine Dieschburg-Nickels (DP), Jean-Marie Dürrer (CSV), Marc Fischer (DP), Laurent Glesener (DP), Léandre Kandel (DP), Jean-Claude Roob (LSAP), Betty Welter-Gaul (LSAP)

Secrétaire : Christian Muller

Absence : Claire Remmy (déi Gréng), excusée

#### 1. Décision portant sur la résiliation d'un contrat de bail

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) explique que le contrat de bail commercial signé avec Pasta s. à r. l. portant location du restaurant « Lion d'Or » et du logement adjacent viendra à échéance le 31 décembre 2020. Le collège des bourgmestre et échevins propose au conseil communal d'approuver ex post la résiliation du contrat avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) trouve cette approche incorrecte et injuste et est d'avis que cette décision aurait dû être menée auparavant lors d'une séance à huis clos.

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) précise qu'il s'agit ici d'une façon de procéder tout à fait normale. Le contrat de bail est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et est conclu pour une durée de 9 ans. Il viendra donc à échéance le 31 décembre 2020. Sur recommandation du conseil juridique de la commune, le collège des bourgmestre et échevins, soucieux de clarifier la situation d'avance, préfère aviser l'exploitant par anticipation. Cette mesure permettra au locataire de prendre toutes les dispositions qui s'imposent.

Dans le courant de l'année 2020, un nouveau contrat de bail précisant les conditions d'exploitation du restaurant et de la terrasse adjacente sera rédigé et un appel aux candidatures lancé.

La résiliation du contrat est approuvée avec l'abstention des conseillers Léandre Kandel, Marc Fischer, Laurent Glesener et Martine Dieschburg-Nickels (DP) et de Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng).



## **2. Affaires de personnel : Création d'un poste de salarié**

Les conseillers approuvent unanimement la création d'un poste de salarié dans la carrière C pour renforcer l'équipe des portiers, ceci en vue d'une affectation au poste de concierge dans le nouveau bâtiment scolaire « Hueflach II ».

## **3. Modification du règlement de permutation et d'occupation des postes du personnel enseignant**

L'échevin aux écoles Nicolas Pundel (CSV) présente une modification du règlement de permutation et d'occupation des postes du personnel enseignant stipulant que, en cas de litige, la décision revient au conseil communal.

## **4. Discussion et vote du projet de budget rectifié 2019 ainsi que du budget prévisionnel 2020**

Dans sa prise de position sur le budget, la conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) remercie tous ceux qui ont participé à l'élaboration de ce document.

Elle voit ici une occasion de mettre en évidence tout ce qui a été réalisé dans la commune et, surtout, ce qui reste à réaliser à l'avenir. Elle se dit convaincue du bien-fondé de sa démarche de mettre en question le projet de budget soumis à l'approbation du conseil communal. Adopter une approche divergente de celle émanant du collège échevinal et de la majorité lui paraît légitime et fait, en conséquence, partie du fonctionnement du système démocratique.

Le projet de budget optimiste présente une situation financière saine avec 46 000 000 € de réserve budgétaire. Elle doute du bien-fondé de cette mesure qui gonfle artificiellement le fonds de réserve. Dans une période d'intérêts négatifs, le fait d'inscrire des montants si importants dans le fonds de réserve lui paraît inapproprié.

Cette même réflexion aurait été menée par les membres de la commission des finances.

En se référant au rapport de la commission des finances, la conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) cite entre autres l'augmentation substantielle des frais de marketing ainsi que le rebranding prévu par la commune. Elle demande au collège échevinal de reporter définitivement ce projet.

Concernant la construction de logements, elle explique la position du DP qui préconise la collaboration avec les promoteurs publics.

Dans le contexte de la création de logements, la conseillère rappelle la nécessité de créer des logements pour les personnes âgées. Dans ce contexte, un certain nombre de logements devraient être aménagés pour personnes à mobilité réduite. Dans le domaine des soins pour personnes âgées, le collège échevinal n'aurait pas réalisé grand-chose à part l'achat de lits prioritaires dans des structures externes.

En ce qui concerne les taxes communales, une adaptation du règlement-taxe datant de 2007 ferait toujours défaut. Une large action de sensibilisation proactive en faveur de la réduction des déchets et d'une gestion responsable de l'eau et de l'amenuisement du gaspillage de nourriture devra être mise en place aussi bien auprès des écoles que de toute la population.

Du point de vue de la mobilité douce, elle s'exprime en faveur de solutions raisonnables et sûres et critique l'organisation du passage bidirectionnel pour vélos autorisé au « Bechel ».



Elle critique le montant élevé des investissements culturels. Le budget prévoit des dépenses de 1.000.000 €, dont 250.000 € pour le « Stroossefestival » – « pour quelques heures d’amusement » seulement. Elle déplore le peu d’intérêt éveillé chez la population résidente pour les manifestations culturelles. Elle propose de promouvoir plutôt des projets spécifiques, mais de moindre importance.

Dans le domaine de la communication et des relations publiques, elle se prononce en faveur de l’installation de panneaux électroniques d’information. Elle estime qu’il faudrait proposer un streaming en direct ou en différé des séances du conseil communal. Cette mesure serait en faveur d’une meilleure sensibilisation des résidents à la politique communale.

En guise de conclusion, même si l’on peut faire état d’une certaine opposition constructive de la part de son parti, de nombreux problèmes et questions resteraient néanmoins sans solution satisfaisante. C’est la raison pour laquelle le DP ne pourrait soutenir le projet de budget présenté.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) pose encore une série de questions concernant les montants inscrits pour le remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée, la mise communale pour le CIGL, les participations de l’État à la voirie agricole, les montants diminués pour le logement du portier, les frais de fonctionnement du SICONA, l’utilisation des terrains communaux au « Pescher IV », ainsi que la répartition des frais du hall de karaté.

Les membres du collège échevinal fournissent les explications demandées.

Au nom de la fraction « Déi Gréng », la conseillère Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) est d’avis que même si au cours de ces dernières 26 années bon nombre d’idées « vertes » ont été réalisées, il reste du pain sur la planche. Elle déplore surtout le manque d’intégration de la commission des finances dans l’élaboration du présent projet de budget.

Elle critique vertement le fait que certaines taxes communales n’ont pas été ajustées depuis des années, dont la taxe sur les chiens depuis 2008. Elle signale que les moyens prévus pour le « Night Rider » ne suffisent pas.

Avant tout, elle critique le niveau trop bas des taxes actuelles sur les ordures puisque de cette manière la commune de Strassen ne respecte pas le principe du pollueur-payeur. Une adaptation des taxes est attendue depuis longtemps. En plus, la commune de Strassen serait mal placée dans le domaine de la mobilité douce et présenterait de nombreux défauts dans le domaine environnemental. Autant de raisons qui font que « déi Gréng » voteront contre le projet de budget.

Le conseiller Laurent Glesener (DP) veut avant tout conserver une qualité de vie élevée pour les habitants de Strassen, que ce soit en matière de politique scolaire (où il se réjouit des nouveaux projets en la matière), de la mobilité, de politique de la jeunesse et de l’environnement.

Concernant le troisième âge, des efforts particuliers sont exigés puisque la structure d’âge se développe de manière à laisser entrevoir des problèmes de logements pour seniors d’ici une dizaine d’années. Cependant, rien n’est prévu dans le budget communal. C’est la raison pour laquelle on est aujourd’hui obligé de recourir à des mesures provisoires très coûteuses. Il souligne la nécessité de déplacer l’actuel terrain de football avant de pouvoir y construire l’école et la maison relais.

De même, il souhaiterait que la commune élabore son propre projet pour la transformation du dépôt de matières inertes « In den Dielen » en parc de loisirs attrayant.

Il précise que, même si les avis sur les fondamentaux du budget 2020 ne divergent pas beaucoup, les stratégies claires et bien définies font défaut.

En ce qui concerne le budget proprement dit, il pose diverses questions : le loyer du hall forestier, les recettes des logements à la route d’Arlon, la réglementation des frais lors de la location de matériel communal, les frais supplémentaires pour les jetons de présence majorés des conseillers communaux, tout comme l’adaptation des règlements-taxe communaux.



Le conseiller Marc Fischer (DP) se rallie également à la demande d'une adaptation des règlements-taxe. Il signale que la commune comptait 7.000 habitants en 2009 et passera le cap des 10.000 habitants dans un proche avenir. En plus, le nouveau PAG stimulera encore cette progression, d'où un accroissement de la circulation qui arrive à ses limites, ainsi que les infrastructures communales qui doivent être adaptées à l'évolution de la population.

Il est d'avis que le collège échevinal devrait remercier le DP qui en matière de la gestion du dépôt de matériel inerte « In den Dielen » et de la vente du terrain « am Teschel » aurait œuvré pour doubler la taxe redevable par tonne de déchets et pour réaliser un prix de vente élevé.

Il note la « navigation à vue » pratiquée par le collège échevinal en matière de finances communales. En plus, à défaut du plan pluriannuel financier 2019 le DP envisage de s'adresser par écrit au ministère pour dénoncer ce manquement.

Concernant le plan pluriannuel financier, le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) signale qu'il a bien été élaboré pour l'année 2019, mais que les résultats prévisionnels calculés par le programme étaient trop loin de la réalité notamment en matière des résultats financiers et de l'endettement communal. C'est la raison pour laquelle le collège échevinal a renoncé à la présentation du plan pluriannuel 2019. Comme convenu avec les responsables des finances communales du Ministère de l'Intérieur, le plan pluriannuel financier pour 2020, répondant à la réalité budgétaire, sera communiqué aux conseillers communaux en février.

Le conseiller Jean-Marie Dürrer (CSV) estime que la mobilité est un problème majeur à Strassen et que peu de choses ont été réalisées dans ce domaine. Il est indigné par le fait que le tram sera prolongé jusqu'à Esch-sur-Alzette avec 30.000 habitants, reliée depuis longtemps par chemin de fer à la capitale, tandis que Strassen et Mamer avec 20.000 habitants ne bénéficient pas de liaison. C'est pourquoi il propose d'élaborer un projet « mobilité » global pour Strassen avec un seul axe principal sur la route d'Arlon.

Il évoque un réaménagement total des plantations dans la commune, avec un renforcement de l'équipe jardinière locale. Il revient sur l'équipe « environnement », sur la charte pour l'école primaire concernant la réduction des déchets de plastique et se demande comment on peut associer les associations locales à cette démarche.

Concernant le changement climatique, il propose l'installation de réserves d'eau sanitaire. Il insiste sur la sensibilisation des citoyens aux lampes LED. Il suggère l'élaboration d'une étude pour la construction d'une station d'épuration sans pompage aux environs de Merl, station pouvant desservir tout le bassin hydrographique jusqu'à Reckange-sur-Mess.

« La prospérité de toutes les citoyennes et de tous les citoyens est l'objectif central de notre politique », la conseillère Betty Welter-Gaul (LSAP) place son intervention sous cette devise et félicite le collège échevinal pour un budget qui génère un bénéfice 4 800 000 € et un fonds de réserve d'un total de 45 900 000 €. Ainsi, le programme ambitieux « Stroossen 2030 » démarre avec un budget de 9 000 000 € pour la construction d'une école modulable, 1 000 000 € pour entamer en 2020 la réalisation du stade de football et 5 000 000€ pour l'achat de maisons et terrains supplémentaires. Betty Welter-Gaul (LSAP) se dit très satisfaite de voir la commune disposer de quelques 120 logements sociaux.

Elle salue l'initiative du collège échevinal de réaliser un projet commun avec « Cohabit'âge » qui veut promouvoir les logements intergénérationnels. Elle rappelle un projet en faveur des bénéficiaires du REVIS (ancien RMG) permettant à ces personnes de réussir leur réinsertion dans le premier marché du travail. Elle signale également un autre projet réalisé en commun avec l'A.S.B.L. « Sourire » et les services sociaux de la commune, sous le nom de « Traum'act, qui permet, après une phase de vie traumatisante, de redevenir acteur de son futur ».



Elle salue les moyens budgétaires mis à disposition pour réaliser divers plans d'action communaux de l'intégration, de l'égalité des chances et du troisième âge Betty Welter-Gaul (LSAP) se réjouit particulièrement du soutien apporté aux scouts (rénovation du chalet), à la maison des jeunes, au club de football et aux jeunes talents des différentes associations sportives.

En matière de politique culturelle, elle insiste pour dire que la culture est le moyen de premier choix pour œuvrer en faveur de l'intégration et de l'échange interculturel.

En outre, elle note les nombreuses initiatives du collège échevinal dans le domaine de l'environnement et rappelle que de nouveaux règlements-taxes seront élaborés cette année.

En tant que présidente de l'Office Social, Betty Welter-Gaul plaide en faveur d'une mise en place d'un règlement-taxes économiquement et socialement supportable pour éviter que les personnes à faibles revenus ne subissent les préjudices indirects.

En ce qui concerne les subventions allouées pour l'achat de véhicules et de vélos électriques, elle soutient l'exigence d'étendre le cercle des ayants droit aux jeunes de 16 ans. La commune de Strassen pourra se rallier au règlement gouvernemental qui tranche dans le même sens.

La conseillère Betty Welter-Gaul (LSAP) note les activités du SIGI et mentionne les recettes du fonds de dotation global et du pacte logement.

Elle trouve que le budget constitue la continuité de la politique menée ces dernières années par la majorité LSAP-CSV. Ainsi, la commune de Strassen reste une commune attractive et vivante au sein de laquelle les citoyens jouissent d'une excellente qualité de vie, et ceci grâce à une administration communale prestant un excellent travail. Elle remercie tout le personnel communal pour son engagement. Au nom du parti LSAP, elle remercie le collège échevinal pour la présentation détaillée et compétente du budget que le LSAP votera dans son intégralité.

Dans ses conclusions, le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) aborde certains des points discutés.

Face au reproche que le collège échevinal n'aurait toujours pas entamé une révision à la hausse des taxes communales (eau, déchets, ordures ...), il riposte à la conseillère Maryse Bestgen (déi Gréng) en précisant que 2 échevins émanant du parti « déi Gréng » en charge du ressort « Environnement » entre 2007 et 2018 faisaient preuve d'inertie et manquèrent de réviser les taxes en question.

Quant aux dépenses relatives à la politique culturelle, il souligne qu'il serait inopportun, face aux multiples programmations culturelles de la ville de Luxembourg, de renoncer à la mise en place d'une politique culturelle vivante et variée. Parmi les événements phares prévus en 2020, il cite notamment le « Stroossefestival » et une exposition exceptionnelle organisée en octobre à Strassen sur le thème « 100 Joer Lëtzebuenger Konscht ».

En ce qui concerne la politique de jeunesse, il aborde le fonctionnement de la maison de jeunes qui ne réussit que difficilement à incorporer tous les adolescents de Strassen à ses projets. Il estime qu'une redéfinition des objectifs et des stratégies s'impose en toute urgence. L'étude réalisée par l'Université de Luxembourg qui attribuait un grade de satisfaction élevé aux jeunes de Strassen lui paraît avoir été réalisée uniquement avec un ensemble de jeunes plus ou moins bien situés. Il lui semble intéressant de refaire la même étude avec un quorum représentant l'ensemble des adolescents composant la jeunesse de Strassen.

Dans le domaine de la cohabitation, il se dit curieux de voir si des habitants âgés accepteront de vivre en cohabitation avec un jeune ou si des jeunes seront disposés à donner un coup de main aux personnes âgées en contrepartie d'un loyer modéré.



Avoir davantage de plantations et de fleurs dans la localité signifie aussi embaucher davantage de main d'œuvre. Le bourgmestre espère aussi aboutir à l'embellissement du territoire communal par suite de l'engagement d'un nouveau maître jardinier, engagé comme chef de service.

En guise de conclusion, le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) se dit aborder avec confiance l'année budgétaire 2020. Le budget 2020 fait preuve de la qualité du programme échevinal. Bien sûr, l'opposition doit assumer son rôle de contrôler le collège des bourgmestre et échevins. En revanche, l'opposition s'appliquant comme par le passé à produire des commentaires creux continue à chercher des prétextes pour justifier son refus global du budget proposé. Quant au désir exprimé par l'opposition de coopérer davantage avec la majorité, le bourgmestre s'engage à ne pas refuser aux conseillers de l'opposition de coopérer sincèrement avec la majorité. Mais, la coopération politique honnête exige que les conseillers de l'opposition se disent prêts à ne pas surseoir après coup aux décisions prises d'un commun accord.

Dans ce sens, il souhaite à tous les conseillers présents une bonne collaboration pour 2020.

Après avoir pris position sur certains points discutés, la conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) propose la création d'une commission d'archivage communal. Cette idée trouve le soutien unanime du conseil communal.

La conseillère Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng) revient encore sur une meilleure consultation de la commission des finances. L'échevin aux finances Nicolas Pundel (CSV) rappelle que la commission a reçu le projet de budget le jour où il a été finalisé, soit une bonne quinzaine de jours avant la présentation du budget au conseil communal.

Le conseiller Jean-Marie Dürrer (CSV) donne des informations sur la rencontre internationale de chœurs européens à Luxembourg. Il lance un appel à la commune pour organiser quelques concerts à Strassen.

Le conseiller Laurent Glesener (DP) suggère d'organiser une exposition avec des artistes originaires de Strassen.

Le budget rectifié 2019 est approuvé majoritairement contre les voix des conseillers Martine Dieschburg-Nickels, Marc Fischer, Laurent Glesener, Léandre Kandel (DP) et Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng).

Le projet de budget pour 2020 est approuvé majoritairement contre les voix des conseillers Martine Dieschburg-Nickels, Marc Fischer, Laurent Glesener, Léandre Kandel (DP) et Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng).

## 5. Divers

Sous « Divers », le conseiller Marc Fischer (DP) signale que rien n'a été entrepris pour améliorer les chemins au « Pescher » pendant les sept dernières années. Il propose également d'élaborer un inventaire de toutes les taxes communales en vue de les ajuster. Il rappelle aussi l'installation de bancs de repos à Strassen. Il félicite les associations locales qui ont participé au marché de Noël.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) critique le fait que l'interdiction de tirer des feux d'artifice n'a pas été respectée la nuit de la Saint-Sylvestre. Elle propose de prévoir une possibilité de créer un ombrage sur la place de jeux bien fréquentée devant le « Pescher IV ».

Le conseiller Léandre Kandel s'informe sur l'organisation du « Buergbrennen ». Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) l'informe qu'une demande a été adressée au ministère de l'Environnement pour requérir l'autorisation d'allumer le brandon sur l'ancien site.



## Sitzung des Gemeinderates vom 8. Januar 2020

### Diskussion und Abstimmung des berichtigten Haushalts 2019 und des Haushaltsplans 2020

#### TAGESORDNUNG

1. Entscheidung über die Kündigung eines Mietvertrages
2. Personalangelegenheiten: Schaffung eines Postens für einen neuen Mitarbeiter
3. Änderung der Regelung zum Wechsel und der Besetzung von Lehrerposten
4. Diskussion und Abstimmung des berichtigten Haushalts 2019 und des Haushaltsplans 2020
5. Verschiedenes

Anwesend:

Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP); 1. Schöffe Nicolas Pundel (CSV); 2. Schöffe François Gleis (CSV)

Gemeinderatsmitglieder: Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng), Nicole d'Angelo (LSAP), Martine Dieschburg-Nickels (DP), Jean-Marie Dürrer (CSV), Marc Fischer (DP), Laurent Glesener (DP), Léandre Kandel (DP), Jean-Claude Roob (LSAP), Betty Welter-Gaul (LSAP)

Sekretär: Christian Muller

Abwesend: Claire Remmy (déi Gréng), entschuldigt

#### 1. Entscheidung über die Kündigung eines Mietvertrages

Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) erklärt, dass der mit Pasta s. à r. l. unterzeichnete gewerbliche Mietvertrag für das Restaurant "Lion d'Or" und die angrenzende Wohnung am 31. Dezember 2020 ausläuft. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium schlägt dem Gemeinderat vor, die Kündigung des Vertrags mit Wirkung ab dem 1. Januar 2021 ex post zu genehmigen.

Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) hält diesen Ansatz für falsch und ungerecht und ist der Meinung, dass diese Entscheidung vorher im Rahmen einer geschlossenen Sitzung hätte getroffen werden müssen.

Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) erläutert, dass es sich hierbei um eine völlig normale Vorgehensweise handelt. Der Mietvertrag ist am 1. Januar 2012 in Kraft getreten und wurde für eine Laufzeit von 9 Jahren geschlossen. Daher läuft er zum 31. Dezember 2020 aus. Auf Empfehlung der Rechtsberatung der Gemeinde, und auch im Sinne einer frühzeitigen Klärung der Situation, zieht es das Schöffenkollegium vor, den Betreiber im Voraus zu benachrichtigen. So kann der Mieter alle notwendigen Vorkehrungen treffen.

Im Laufe des Jahres 2020 wird ein neuer Mietvertrag ausgearbeitet, welcher die Bedingungen für den Betrieb des Restaurants und der angrenzenden Terrasse festlegt, und danach wird ein Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen veröffentlicht.



Die Kündigung des Vertrags wird genehmigt, wobei sich die Gemeinderats-mitglieder Léandre Kandel, Marc Fischer, Laurent Glesener, Martine Dieschburg-Nickels (DP) sowie Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng) der Stimme enthalten.

## **2. Personalangelegenheiten: Schaffung eines Postens für einen neuen Mitarbeiter**

Die Schaffung eines Postens in der Laufbahn C zur Verstärkung des Pfortnerteams in Hinblick auf den Einsatz dieses Mitarbeiters als Hausmeister im neuen Schulgebäude « Hueflach II » wird einstimmig vom Gemeinderat genehmigt.

## **3. Änderung der Regelung zum Wechsel und der Besetzung von Lehrerposten**

Der für die Schulen zuständige Schöffe Nicolas Pundel (CSV) legt eine Änderung der Regelung zum Wechsel und der Besetzung von Lehrerposten vor, welche besagt, dass im Streitfall die Entscheidung beim Gemeinderat liegt.

## **4. Diskussion und Abstimmung des berechtigten Haushalts 2019 und des Haushaltsplans 2020**

Im Rahmen ihrer Stellungnahme zum Haushalt, bedankt sich das Mitglied des Gemeinderats Martine Dieschburg-Nickels (DP) bei all jenen, die an dessen Ausarbeitung beteiligt waren.

Sie sieht dies als Gelegenheit, all das hervorzuheben, was in der Gemeinde bereits geleistet wurde und vor allem auch das, was in Zukunft noch getan werden muss. Sie ist von der Richtigkeit ihrer Herangehensweise überzeugt, welche darin besteht, den Haushaltsentwurf, welcher dem Gemeinderat zur Genehmigung vorgelegt wurde, in Frage zu stellen. Ihrer Ansicht nach ist es durchaus legitim, einen anderen Ansatz zu vertreten als den des Schöffenkollégiums und der Mehrheit. Dies sei Teil eines funktionierenden demokratischen Systems.

Der optimistische Haushaltsentwurf stellt eine gesunde Finanzlage dar, mit einer Haushaltsreserve von 46 000 000 €. Sie bezweifelt die Richtigkeit dieser Bemessung, welche den Reservefonds künstlich aufbläht. In Zeiten von Negativzinsen erscheint es ihr unangemessen, derart hohe Beträge in den Reservefonds einzustellen.

Auch die Mitglieder des Finanzausschusses hätten sich diesen Überlegungen angeschlossen.

Bezugnehmend auf den Bericht des Finanzausschusses, zitiert das Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) unter anderem die erhebliche Aufstockung der Kosten für Marketing sowie das geplante Rebranding der Gemeinde. Sie fordert das Schöffenkollégium auf, dieses Vorhaben endgültig zu verschieben.

Im Bereich Wohnungsbau erläutert sie die Position der DP, welche eine Zusammenarbeit mit öffentlichen Projektträgern befürwortet.

Im Zusammenhang mit der Schaffung von Wohnraum verweist das Gemeinderatsmitglied auf die Notwendigkeit, Wohnungen für ältere Menschen bereitzustellen. Dazu sollte eine bestimmte Anzahl von Wohneinheiten für Personen mit eingeschränkter Mobilität angepasst werden. Was die Altenpflege angeht, so habe das Schöffenkollégium diesbezüglich wenig erreicht, abgesehen vom Kauf prioritärer Belegbetten in externen Einrichtungen.

In Bezug auf die Gemeindeabgaben stehe immer noch eine Anpassung der Abgabenordnung aus dem Jahr 2007 aus. Es bedürfe einer breit angelegten, proaktiven Sensibilisierungskampagne zur Reduzierung von Abfall, zum verantwortungsbewussten Umgang mit Wasser und zur Verringerung der Lebensmittelverschwendung, sowohl in den Schulen als auch bei der Bevölkerung insgesamt.

Was den Aspekt der sanften Mobilität angeht, so setzt sie sich für vernünftige und sichere Lösungen ein und bemängelt die Tatsache, dass im "Bechel" der Fahrradverkehr in beide Richtungen erlaubt wurde.

Sie äußert sich kritisch bezüglich der hohen Ausgaben für den Bereich Kultur. Im Haushalt sind 1.000.000 € dafür vorgesehen, davon 250.000 € für das "Stroossefestival" - "nur für ein paar Stunden





Spaß". Sie bedauert auch das mangelnde Interesse seitens der ansässigen Bevölkerung an kulturellen Veranstaltungen. Sie regt an, stattdessen spezifische aber weniger umfangreiche Projekte zu fördern.

Im Bereich Kommunikation und Öffentlichkeitsarbeit ist sie für die Aufstellung von elektronischen Informationstafeln. Ihrer Ansicht nach sollte ein Live-Streaming oder eine zeitversetzte Übertragung der Sitzungen des Gemeinderats angeboten werden. Dies würde zu einer stärkeren Sensibilisierung der Einwohner für kommunalpolitische Belange beitragen.

Schlussfolgernd ließe sich feststellen, dass trotz einer konstruktiven Oppositionsarbeit seitens ihrer Partei viele Probleme und Fragen noch nicht zufriedenstellend gelöst seien. Aus diesem Grund könne die DP den vorgelegten Haushaltsentwurf nicht unterstützen.

Das Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) stellt darüber hinaus eine Reihe von Fragen zu den für die Mehrwertsteuerrückerstattung vorgesehenen Mitteln, zum Beitrag der Gemeinde für den CIGL, den staatlichen Beteiligungen an den landwirtschaftlich genutzten Straßen und Wegen, den Ermäßigungen für die Pfortnerwohnung, den Betriebskosten des SICONA, der Nutzung der kommunalen Flächen im « Pescher IV », sowie zur Kostenverteilung in Bezug auf die Karatehalle.

Die Mitglieder des Schöffenkollegiums liefern die diesbezüglichen Erläuterungen.

Gemeinderatsmitglied Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) äußert sich im Namen ihrer Fraktion « Déi Gréng » und führt aus, dass noch viel zu tun bleibt, obwohl in den letzten 26 Jahren eine Reihe von « grünen » Ideen umgesetzt wurden. Sie bedauert vor allem die mangelnde Einbindung des Finanzausschusses bei der Ausarbeitung des vorliegenden Haushaltsplans.

Sie kritisiert scharf, dass die kommunalen Abgaben seit Jahren nicht mehr angepasst wurden, einschließlich der Hundesteuer seit 2008. Sie weist darauf hin, dass die für den "Night Rider" vorgesehenen Mittel nicht ausreichen.

Vor allem aber bemängelt sie die Tatsache, dass die aktuell geltenden Gebühren für die Abfallentsorgung zu niedrig seien und dies dazu führe, dass die Gemeinde Strassen dem Verursacherprinzip nicht Rechnung trage. Eine Anpassung der Gebühren sei schon lange überfällig. Darüber hinaus sei die Gemeinde Strassen nicht gerade ein Musterbeispiel für sanfte Mobilität und habe auch noch einigen Nachholbedarf in Umweltfragen. Aus all diesen Gründen würden « déi Gréng » gegen den Haushaltsentwurf stimmen.

Dem Gemeinderatsmitglied Laurent Glesener (DP) geht es vor allem darum, die hohe Lebensqualität für die Einwohner Strassens zu erhalten, sei es im Bereich Schulpolitik (wobei er sich erfreut zeigt über die diesbezüglichen neuen Vorhaben), Mobilität, Jugend- oder Umweltpolitik.

Was die älteren Mitbürger angeht, so sind besondere Anstrengungen vonnöten, da sich die Altersstruktur so entwickelt, dass vorhersehbar ist, dass es in etwa zehn Jahren zu Problemen bei deren Unterbringung kommen könnte. Dieser Aspekt findet jedoch im Gemeindehaushalt keinerlei Berücksichtigung, weshalb man jetzt gezwungen ist, auf sehr teure provisorische Maßnahmen zurückzugreifen. Er betont dass eine Verlegung des vorhandenen Fußballplatzes notwendig ist, bevor der Bau der Schule und der Maison Relais in Angriff genommen werden kann.

Außerdem wünscht er, dass die Gemeinde ein eigenes Konzept ausarbeitet für die Umwandlung des Inertstoffdepots "In den Dielen" in einen attraktiven Freizeitpark.

Er verweist darauf, dass zwar die Meinungen bezüglich der grundlegenden Aspekte des Haushalts 2020 nicht weit auseinandergehen, dass es aber an einer klaren und gut definierten Strategien fehle. Zum Haushalt an sich stellt er eine Reihe von Fragen in Bezug auf die Miete für die Forsthalle, die Einnahmen für die Wohnungen in der Route d'Arlon, die Kostenregelung für die Anmietung von kommunalem Material, die zusätzlichen Kosten für die Erhöhung der Sitzungsgelder der Gemeinderäte sowie die Anpassung der kommunalen Abgabenordnung.

Gemeinderatsmitglied Marc Fischer (DP) schließt sich der Forderung nach einer Anpassung der Abgabenordnung an. Er weist darauf hin, dass die Gemeinde, die im Jahr 2009 noch 7.000 Einwohner zählte, bald die Marke von 10.000 Einwohnern überschreiten wird. Der neue Allgemeine Bebauungsplan (PAG) wird dieses Wachstum noch beschleunigen, was wiederum zu einem



größeren Verkehrsaufkommen führt, womit Kapazitätsgrenzen erreicht werden. Außerdem muss auch die kommunale Infrastruktur mit der Entwicklung der Einwohnerzahl Schritt halten.

Seiner Ansicht nach sollte das Schöffenkollegium der DP seinen Dank aussprechen, welche im Bereich der Verwaltung des Depots für Inertstoffe « In den Dielen » und beim Verkauf des Grundstück „am Teschel“ darauf hingewirkt habe, die Gebühr pro Tonne Abfall zu verdoppeln und einen höheren Verkaufspreis zu erzielen.

Er merkt an, dass das Schöffenkollegium, in Bezug auf die kommunalen Finanzen „auf Sicht“ fahre. Da außerdem der mehrjährige Finanzplan für 2019 nicht vorliegt, erwägt die DP, sich schriftlich an das Ministerium zu wenden, um auf dieses Versäumnis hinzuweisen.

In Bezug auf den mehrjährigen Finanzplan weist Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) darauf hin, dass dieser sehr wohl für das Jahr 2019 ausgearbeitet wurde, dass jedoch die vom Programm berechneten Plankosten zu weit von der Realität entfernt waren, insbesondere in Bezug auf das Finanzergebnis und die Verschuldung der Gemeinde. Aus diesem Grund habe das Schöffenkollegium auf die Vorlage des mehrjährigen Finanzplans 2019 verzichtet. Hingegen wird nach Rücksprache mit und Stellungnahme von der Abteilung für kommunale Finanzen des Innenministeriums der mehrjährige Finanzplan für 2020, welcher die Haushaltslage getreu widerspiegelt, den Mitgliedern des Gemeinderates im Februar vorgelegt.

Nach Ansicht des Mitglieds des Gemeinderates Jean-Marie Dürrer (CSV) ist die Mobilität eines der größten Probleme für Strassen und es sei bis jetzt wenig in diesem Bereich unternommen worden. Er ist empört darüber, dass die Straßenbahntrasse bis nach Esch-sur-Alzette mit seinen 30.000 Einwohnern verlängert wird, wo schon seit langem eine Anbindung an die Hauptstadt über das Schienennetz besteht, während Strassen und Mamer mit ihren 20.000 Einwohnern keine Anbindung haben. Deshalb schlägt er vor, ein globales Mobilitätsprojekt für Strassen auszuarbeiten mit der Route d'Arlon als einzige Hauptachse.

Er spricht von einer völligen Neugestaltung der Bepflanzungen im kommunalen Raum welche mit einer Verstärkung des örtlichen Gärtnerteams einhergehen sollte. Er kommt auf das "Umwelt"-Team und die Charta für die Grundschule für die Reduzierung von Kunststoffabfällen zurück und stellt die Frage in den Raum, wie lokale Vereine in diesen Ansatz mit einbezogen werden können.

Angesichts des Klimawandels schlägt er vor, Brauchwasservorräte anzulegen. Er betont noch einmal, wie wichtig es sei, die Bürger in Bezug auf LED-Lampen zu sensibilisieren. Er schlägt vor, eine Studie für den Bau einer Kläranlage ohne Pumpstation in der Nähe Merls zu erstellen. Diese könnte das gesamte abflusslose Einzugsgebiet bis nach Reckingen abdecken.

« Der Wohlstand all unserer Bürgerinnen und Bürger ist das Hauptziel unserer Politik », so die Devise des Beitrags des Gemeinderatsmitglieds Betty Welter-Gaul (LSAP). Sie beglückwünscht das Schöffenkollegium zu einem Haushalt, der einen Gewinn von 4 800 000 € und einen Reservefonds von insgesamt 45 900 000 € erwirtschaftet. So startet das ehrgeizige Programm « Stroossen 2030 » mit einem Budget von 9 000 000 € für den Bau einer modularen Schule, 1 000 000€, um 2020 mit dem Bau des Fußballstadions zu beginnen und 5 000 000€ für den Ankauf von zusätzlichen Häusern und Grundstücken. Betty Welter-Gaul (LSAP) äußert ihre Zufriedenheit darüber, dass die Gemeinde rund 120 Sozialwohnungen anbietet.

Sie begrüßt das gemeinsame Projekt mit « Cohabit'äge », welches auf Initiative des Schöffenkollegiums zustande kam, und welches Mehrgenerationen-wohnprojekte fördert. Sie verweist auf ein Projekt für REVIS-Empfänger (früher RMG), welches diesen Menschen eine Wiedereingliederung in den ersten Arbeitsmarkt ermöglicht. Sie weist auch auf ein weiteres Projekt hin, das zusammen mit dem gemeinnützigen Verein "Sourire" und den Sozialdiensten der Gemeinde unter dem Namen "Traum'act ... nach einer traumatischen Lebensphase seine Zukunft wieder selbst gestalten" durchgeführt wird.

Sie zeigt sich erfreut über die Tatsache, dass Haushaltsmittel für eine Reihe von kommunalen Plänen im Bereich Integration, Gleichstellung und Senioren vorgesehen sind. Ganz besonders freut sich Betty Welter-Gaul (LSAP) über die Unterstützung der Pfadfinder (Renovierung des Pfadfinderchalets), des Jugendhauses, des Fußballclubs und der jungen Talente in den einzelnen Sportvereinen.



Im Bereich Kulturpolitik unterstreicht sie, dass die Kultur ein hervorragendes Mittel ist, um Integration und interkulturellen Austausch zu fördern.

Sie verweist ebenfalls auf die zahlreichen Initiativen des Schöffenkollegiums im Bereich Umwelt und darauf, dass die Abgabenordnung dieses Jahr überarbeitet wird.

In ihrer Funktion als Präsidentin des Sozialamtes fordert Betty Welter-Gaul die Einführung einer wirtschaftlich und sozial vertretbaren Abgabenordnung, damit verhindert wird, dass Menschen mit geringem Einkommen indirekt benachteiligt werden.

Die fordert weiterhin, dass schon Jugendliche ab 16 Anrecht auf Zuschüsse für den Kauf von Elektrofahrzeugen und -fahrrädern erhalten. Die Gemeinde Strassen könne sich der diesbezüglichen Regierungsverordnung angleichen, welche ebenfalls in diese Richtung geht.

Das Gemeinderatsmitglied Betty Welter-Gaul (LSAP) geht auf die Tätigkeiten des SIGI ein und erwähnt die Einnahmen aus dem *Fonds de dotation globale des communes*, dem globalen kommunalen Mittelzuweisungsfonds, und dem *Pacte Logement*.

Der Haushalt sichert, ihrer Ansicht nach, die Kontinuität der Politik, welche in den letzten Jahren von der LSAP-CSV-Mehrheit umgesetzt wurde. So bleibt die Gemeinde Strassen eine attraktive und lebendige Gemeinde, die ihren Einwohnern eine hervorragende Lebensqualität bietet, weil die Gemeindeverwaltung großartige Arbeit leistet. Sie bedankt sich bei allen Mitarbeitern der Gemeinde für deren Einsatz. Im Namen der Partei LSAP bedankt sie sich beim Schöffenkollegium für dessen detailgenaue und sachkundige Darstellung des Haushaltes, den die LSAP in seiner Gesamtheit annehmen wird.

Im Rahmen seiner Schlussfolgerungen geht der Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) auf einige der angesprochenen Punkte ein.

Den Vorwurf des Gemeinderatsmitglieds Maryse Bestgen (déi Gréng), dass das Schöffenkollegium die Erhöhung der kommunalen Abgaben (Wasser, Abfall...) noch immer nicht in Angriff genommen habe, kontert er mit der Klarstellung dass 2 Schöffen der Partei « déi Gréng » im Zeitraum von 2007 bis 2018 für das Ressort „Umwelt“ zuständig gewesen seien und untätig geblieben wären in Bezug auf eine Anpassung dieser Abgaben.

Was die Ausgaben für den Bereich Kulturpolitik angeht, betont er dass es, angesichts der vielen kulturellen Angebote der Stadt Luxemburg, unangebracht wäre, auf die Umsetzung einer lebendigen und vielfältigen Kulturpolitik zu verzichten. Eines der Hauptereignisse, die für 2020 geplant sind, ist das « Stroossefestival » und eine außergewöhnliche Ausstellung, welche im Oktober in Strassen organisiert wird zum Thema: « 100 Joer Lëtzebuurger Konscht ».

In Zusammenhang mit der Jugendpolitik geht er auf die Funktionsweise des Jugendhauses ein, das Probleme damit hat, alle Jugendlichen Strassens in seine Vorhaben mit einzubinden. Er ist der Ansicht, dass die Zielsetzungen und Strategien dringend überdacht werden müssen. Die von der Universität Luxemburg vorgelegte Studie, welche bei den Jugendlichen der Gemeinde Strassen einen hohen Grad an Zufriedenheit festgestellt hat, sei, so sein Eindruck, nur unter relativ gut situierten jungen Menschen durchgeführt worden. Seiner Ansicht nach wäre es interessant, die gleiche Studie noch einmal bei einer repräsentativen Gruppe der gesamten Jugendpopulation Strassens durchzuführen.

Was das Zusammenleben angehe, so sei er neugierig zu sehen, ob ältere Einwohner bereit sind mit Jüngeren zusammen zu leben, oder auch ob die Jüngeren bereit sind, den älteren Personen zur Hand zu gehen, um im Gegenzug weniger Miete zu zahlen.

Mehr Bepflanzungen und Blumen in der Gemeinde bedeuten auch mehr Arbeitskräfte. Der Bürgermeister hofft dass die Einstellung eines neuen Gärtnermeisters, der auch Abteilungsleiter ist, zu einer Verschönerung des Gemeindegebietes führen wird.

Abschließend fügt Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) hinzu, dass er das Haushaltsjahr 2020 mit Zuversicht in Angriff nimmt. Der Haushalt 2020 spiegelt die hohe Qualität des vom Schöffenkollegium festgelegten Programms. Natürlich obliegt es der Opposition, ihrer Aufgabe gerecht zu werden, das Bürgermeister- und Schöffenkollegium zu kontrollieren. Allerdings scheinen die inhaltsleeren Kommentare der Opposition, wie auch schon in der Vergangenheit, nur ein Vorwand zu sein, um die Ablehnung des gesamten Haushaltspakets zu rechtfertigen. Was nun den Wunsch



der Opposition angeht, die Zusammenarbeit mit der Mehrheit zu verstärken, so verpflichtet sich der Bürgermeister, diese nicht zu verweigern falls seitens der Gemeinderatsmitglieder der Opposition der ehrliche Wunsch einer Zusammenarbeit mit der Mehrheit besteht. Eine aufrichtige politische Zusammenarbeit verlangt jedoch, dass die Gemeinderatsmitglieder der Opposition bereit sind, gemeinsam getroffene Entscheidungen nicht nachträglich auszusetzen.

In diesem Sinne wünscht er allen anwesenden Gemeinderatsmitgliedern eine gute Zusammenarbeit im Jahr 2020.

Nach ihrer Stellungnahme zu einigen der angesprochenen Punkte schlägt das Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) die Schaffung einer kommunalen Archivierungskommission vor. Dieser Vorschlag wird einstimmig vom Gemeinderat unterstützt.

Gemeinderatsmitglied Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng) verweist noch einmal auf eine bessere Einbindung des Finanzausschusses. Der für die Finanzen zuständige Schöffe Nicolas Pundel (CSV) erinnert daran, dass der Ausschuss den Haushaltsentwurf sofort am Tag seiner Fertigstellung erhalten habe, also gut zwei Wochen bevor er dem Gemeinderat vorgelegt wurde.

Gemeinderatsmitglied Jean-Marie Dürrer (CSV) informiert über das internationale Treffen europäischer Chöre in Luxemburg. Er appelliert an die Gemeinde, auch in Strassen einige Konzerte zu organisieren.

Gemeinderatsmitglied Laurent Glesener (DP) schlägt vor, eine Ausstellung mit aus Strassen stammenden Künstlern zu organisieren.

Der berichtigte Haushalt 2019 findet mehrheitlich Zustimmung mit Gegenstimmen der Gemeinderatsmitglieder Martine Dieschburg-Nickels, Marc Fischer, Laurent Glesener, Léandre Kandel (DP) und Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng).

Der Haushaltsplan für 2020 findet mehrheitliche Zustimmung mit Gegenstimmen der Gemeinderatsmitglieder Martine Dieschburg-Nickels, Marc Fischer, Laurent Glesener, Léandre Kandel (DP) und Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng).

## **5. Verschiedenes**

Unter dem Punkt « Verschiedenes » merkt das Gemeinderatsmitglied Marc Fischer (DP) an, dass in den letzten sieben Jahre nichts unternommen wurde, um die Wege im „Pescher“ zu verbessern. Außerdem schlägt er vor, eine Bestandsaufnahme sämtlicher kommunaler Abgaben zu erstellen, um eine Anpassung vornehmen zu können. Er erinnert auch noch an die Aufstellung von Ruhebänken in Strassen. Außerdem spricht er den örtlichen Vereinen, die am Weihnachtsmarkt teilgenommen haben, seine Anerkennung aus.

Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) bemängelt die Tatsache, dass das Feuerwerksverbot in der Silvesternacht nicht eingehalten wurde. Sie schlägt auch vor, am beliebten Spielplatz vor dem « Pescher IV » Schattenzonen zu schaffen.

Gemeinderatsmitglied Léandre Kandel erkundigt sich, wie es um die Organisation des « Buergbrennen » steht. Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) teilt mit, dass ein Antrag beim Umweltministerium eingereicht wurde, damit das „Buergbrennen“ am alten Standort stattfinden kann.



## Communal Council meeting of 8 January 2020

### Discussion and vote on the rectified 2019 budget and the draft 2020 budget

#### AGENDA

1. Decision on the revocation of a lease
2. Staff matters: creation of a salaried worker's position
3. Modification to the Regulation concerning changeovers and occupation of teaching staff positions
4. Discussion and vote on the rectified 2019 budget and the provisional 2020 budget
5. Any other business

#### Present:

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP); 1st Alderman Nicolas Pundel (CSV); 2nd Alderman François Gleis (CSV).

Councillors: Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng), Nicole d'Angelo (LSAP), Martine Dieschburg-Nickels (DP), Jean-Marie Dürrer (CSV), Marc Fischer (DP), Laurent Glesener (DP), Léandre Kandel (DP), Jean-Claude Roob (LSAP), Betty Welter-Gaul (LSAP).

Secretary: Christian Muller.

Absent: Claire Remmy (Déi Gréng), excused.

#### 1. Decision on the revocation of a lease

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) explained that the commercial lease agreement signed with Pasta s. à r. l. concerning the rental of the "Lion d'Or" restaurant and adjoining dwelling will be terminated on 31 December 2020. The College of the Mayor and Aldermen proposed an ex post termination of said contract entering into effect on 1 January 2021 to the Communal Council.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) finds this approach incorrect and unfair. She is of the opinion that this decision should have been taken earlier in a closed session.

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) explained that this was a normal procedure. The lease entered into force on 1 January 2012 and was concluded for a period of 9 years. It will therefore expire on 31 December 2020. Upon the recommendation of the Commune's legal counsel, the College of the Mayor and Aldermen, eager to clarify the situation in advance, preferred to inform the lessee in advance. This measure will enable the tenant to take all the necessary measures.

In the course of 2020, a new lease agreement specifying the conditions for the operation of the restaurant and the adjacent terrace will be drawn up and a call for applications launched.

The termination of the contract was approved, with the abstention of Councillors Léandre Kandel, Marc Fischer, Laurent Glesener and Martine Dieschburg-Nickels (DP), as well as Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng).

#### 2. Staff matters: creation of a salaried worker's position

The Councillors unanimously approved the creation of an employee's C-level post to reinforce the team of doorkeepers, specifically, a concierge position in the new "Hueflach II" school building.



### **3. Modification to the Regulation concerning changeovers and occupation of teaching staff positions**

Nicolas Pundel (CSV), Alderman in charge of schools, presented an amendment to the regulation on changeovers and on the occupation of teaching staff positions. The amendment concerns the fact that, in the event of a dispute, the Communal Council shall be responsible for making decisions.

### **4. Discussion and vote on the rectified 2019 budget and the provisional 2020 budget**

When expressing her position on the budget, Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) thanked all those who took part in the preparation of this document.

She sees it as an opportunity to highlight what has been achieved in the Commune and, above all, what still needs to be done in the future. She is convinced of the correctness of her approach to call the draft budget into question, which had been submitted for the Communal Council's approval. She believes it is legitimate to adopt a different approach from that of the College of the Mayor and Aldermen and of the majority. She sees it as part and parcel of a democratic system.

This optimistic draft budget reflects a solid financial situation, with EUR 46,000,000 in the budget reserve. She has her doubts as to whether the artificial inflation of the reserve fund is appropriate. In a period of negative interest rates, placing such large amounts in the reserve fund does not seem right to her.

The Members of the Finance Committee had apparently also expressed this opinion.

Referring to the report by the Finance Committee, Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) cited the substantial increase in marketing and rebranding expenses earmarked by the Commune, amongst others. She asked the College of the Mayor and Aldermen to postpone this project.

As to the construction of dwellings, she explained the DP's position, which advocates cooperation with public developers.

In the context of housing creation, the Councillor stressed the need to create housing for the elderly. In this context, a number of housing units should be provided for people with reduced mobility. In the field of care for the elderly, in her opinion, the College of the Mayor and Aldermen has done little other than purchase priority beds in external structures.

She also stated that, as far as communal taxes are concerned, the tax regulation dating from 2007 must still be updated. Widespread proactive advocacy for waste reduction, responsible water management and lowering food waste in schools and among the general population is needed.

From the point of view of soft mobility, she expressed her support of reasonable and safe solutions, and criticised the organisation of the two-way bike lane that had been authorised at the "Bechel".

She criticised the high level of cultural investment. The budget foresees an expenditure of EUR 1,000,000, of which EUR 250,000 for "StroosseFestival", "for a few hours of fun" only. She sadly noted the residents' low level of interest in cultural events. Instead of such large-scale events, she proposed to promote specific smaller projects.

In the area of communication and public relations, she is in favour of installing electronic information panels. She feels that live or recorded streaming of the Communal Council's sessions should be offered. This measure would promote better awareness about communal policies among the residents.

By way of conclusion, even if her own party presents some constructive opposition, many issues and questions still lack a satisfactory solution. This is why the DP cannot support the draft budget as presented.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) raised further questions concerning the amounts registered for the refund of VAT, the Communal Council's participation in the CIGL, the contributions of the State to agricultural roads, the reduced amounts earmarked for the doorperson's dwelling, the running costs of the SICONA, the use of communal land in the "Pescher IV", and the distribution of costs for the karate hall.



The members of the Communal Council provided the explanations requested.

In the name of the “Déi Gréng” members, Councillor Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) is of the opinion that even if in the last 26 years many “green” projects have seen the light, there remains a lot to be done. She expressed her particular discontent at the lack of Finance Committee participation in the preparation of this draft budget.

She firmly criticised the fact that communal taxes have not been adjusted for years, including the dog tax (not revised since 2008). She pointed out that the means available for the “Night Rider” are insufficient.

Above all, she criticised the excessively low taxes on waste, because this means that the Commune of Strassen is not applying the “polluter pays principle”. These taxes should have been adjusted a long time ago. In addition, the Commune of Strassen does not rank well in the field of soft mobility, and shortfalls in the environmental area are numerous. These are the reasons why “déi Gréng” will vote against the draft budget.

Councillor Laurent Glesener (DP) feels that it is fundamental to maintain a high quality of life for the inhabitants of Strassen, both in terms of school policy (an area in which he welcomes the new projects), mobility, youth policy and the environment.

As to the elderly, special efforts should be undertaken, because the progression of the age pyramid means that within a decade, there will be a housing shortage for this age group. However, the communal budget does not foresee anything to resolve that issue. This is why currently, it is necessary to resort to very costly interim measures. He stressed the need to move the current football pitch before being able to build the school and the “maison relais”.

Similarly, he would like the Commune to draw up its own project for the processing of inert matters at “In den Dielen” to turn it into an attractive leisure park.

He pointed out that, although the opinions on the fundamentals of the 2020 budget did not diverge much, there was a lack of clear and well-defined strategies.

As to the budget itself, it raises a number of questions: the rent of the forest hall, the revenue from dwellings on the route d’Arlon, the regulation of charges for rental communal equipment, the additional costs for the increased attendance fees of the Communal Councillors, and the adjustment of communal tax regulations.

Councillor Marc Fischer (DP) also agreed with the request for an adjustment to the tax regulations. He pointed out that the Commune had 7,000 inhabitants in 2009 and in the near future, this number will rise to above 10,000. In addition, the new General Development Plan (PAG) will further drive this growth, resulting in an increase in traffic, which is already reaching its maximum capacity. Thus, there will be a need to adapt the communal infrastructures to support the growth in population.

He is of the opinion that the College of the Mayor and Aldermen should thank the DP for its work in the management of inert materials from “In den Dielen” and in the sale of the “am Tesel” plot, with the aim of doubling the taxes due per tonne of waste and obtaining a high selling price.

He noted the short-term vision applied by the College of the Mayor and Aldermen for the communal finances. Moreover, in the absence of a multiannual financial plan for 2019, the DP is considering writing to the Ministry to report this failure.

With regard to the multiannual financial plan, Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) pointed out that it had indeed been drawn up for 2019, but that the projected results calculated by the programme were far from reflecting the situation, namely with regard to the balances and communal debt. That is why the College of the Mayor and Aldermen did not submit the 2019 multiannual plan. On the other hand, the Communal Finance Department of the Ministry of the Interior has been informed of the financial multiannual plan for 2020, in line with the true budgetary circumstances, and which will be communicated to the Communal Councillors in February.

Councillor Jean-Marie Dürrer (CSV) believes that mobility is a major problem in Strassen and that little has been done to resolve this problem. He is indignant that the tram will be extended to Esch-sur-Alzette, which has 30,000 inhabitants and has been linked to the capital by a railway line for many years, while Strassen and Mamer, with 20,000 inhabitants, do not have that advantage. He therefore



proposed the development of an overall “mobility” project for Strassen with a single main axis along the route d’Arlon.

He referred to a total redevelopment of plantation land in the Commune, with increased local gardening staff. He also mentioned the “Environment” team and the Primary School Charter on the reduction of plastic waste. He asked how local associations could be involved in this process.

Regarding climate change measures, he proposed the installation of domestic water supply reserves. He stressed the need to raise awareness among citizens about LED lights. He suggested that a study be drawn up for the construction of a pumping-free water treatment plant near Merl that could serve the entire catchment area, as far as Reckange-sur-Mess.

“The prosperity of all citizens is the core objective of our policy,” Councillor Betty Welter-Gaul (LSAP) stated. She launched into her intervention under that motto and congratulated the College of the Mayor and Aldermen on its budget, which generates a profit of EUR 4,800,000 and a reserve fund totalling EUR 45,900,000. This way, the ambitious “Stroossen 2030” will be launched with a budget of EUR 9,000,000 for the construction of a modular school, EUR 1,000,000 to begin the football stadium construction in 2020 and EUR 5,000,000 for the purchase of additional houses and plots. Betty Welter (LSAP) expressed her satisfaction about the fact that the Commune has some 120 social housing units.

She welcomes the initiative of the College of the Mayor and Aldermen’s decision to carry out a joint project with “Cohabit’âge”, which aims to promote mixed-generation housing. She also mentioned a project in favour of the beneficiaries of REVIS (former RMG), enabling them to successfully reintegrate the primary labour market. She also referred to another project carried out with the “Sourire” A.S.B.L. and the communal social services entitled “Traum’act” (aiming to help individuals recover from traumatic experiences and become active players in their own futures once more).

She welcomed the budgetary resources made available for the implementation of various communal action plans for integration, equal opportunities and the elderly. Betty Welter (LSAP) was particularly glad to see the support given to the scouts (chalet renovation), the youth club, the football club and young talents from various sports associations.

In the field of cultural policy, she stressed that culture is the ideal path to promote integration and intercultural exchange.

She also noted the numerous initiatives of the College of the Mayor and Aldermen in the field of the environment and pointed out that new tax regulations would be drawn up in 2020.

As the President of the Social Office, Betty Welter advocated for the introduction of a tax regulation that does not represent an excessive economic and social burden, to prevent low-income residents from being indirectly affected.

As to the grants for the purchase of electric vehicles and bicycles, she wants to extend the group of eligible beneficiaries to 16-year-olds too. The Commune of Strassen could follow the State regulation in that vein.

Councillor Betty Welter-Gaul (LSAP) noted the activities of the SIGI and mentioned the revenue of the Global Allocation Fund (“Fonds de dotation global”) and the Housing Pact.

She expressed the opinion that the budget reflects the continuity of the policy pursued in recent years by the LSAP-CSV majority. Thus, the Commune of Strassen remains an attractive and lively municipality in which citizens have an excellent quality of life, thanks to the excellent work of the Communal Administration. She thanked all the communal staff for their commitment. On behalf of the LSAP, she thanked the College of the Mayor and Aldermen for the in-depth and competent presentation of the budget, which will receive the full support of the LSAP.

In his conclusions, Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) addressed some of the points discussed.

In response to the criticism that the College of the Mayor and Aldermen had still not raised communal taxes (water, waste, household waste, etc.), he responded to Councillor Maryse Bestgen (déi Gréng), stating that the two aldermen from “déi Gréng” in charge of the “Environment” portfolio between 2007 and 2018 had been sluggish in their work and did not revise the taxes in question.

Regarding expenditure on cultural policy, he stressed that, considering the rich cultural programme of the city of Luxembourg, it would be inappropriate not to launch a lively and varied cultural policy in





Strassen. The flagship events in 2020 include the “StroosseFestival” and an exceptional exhibition in Strassen entitled “100 Joer Lëtzebuurger Konscht” in October.

As regards youth policy, he spoke about the operation of the youth club, which is finding it difficult to get all Strassen teens involved in its projects. He believes that the objectives and strategies of the youth club urgently need to be revamped. In his opinion, the study carried out by the University of Luxembourg, which concluded that a high number of young people in Strassen were satisfied with the offer, appears to have been based on the opinions of rather privileged young people. He feels that it would be interesting to repeat the same study encompassing a fully representative group of young people from Strassen.

In the area of cohabitation, he said that he would be curious to see whether older people will accept to live with young people, or if young people will be willing to help the elderly in exchange for a low rent.

Having more greenery and flowers in the town would require hiring extra staff. The Mayor also hopes to embellish the Commune thanks to the employment of a new Head Gardener.

By way of conclusion, Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) stated he is confident about the 2020 financial year. The 2020 budget reflects the high quality of the Aldermen’s programme. Of course, the opposition must play its part in monitoring the College of the Mayor and Aldermen. On the other hand, as in the past, it seems that the opposition is limiting itself to expressing hollow opinions and seeking pretexts to justify its overall rejection of the proposed budget. As to the desire expressed by the opposition to improve its cooperation with the majority, the Mayor commits to agreeing to sincere cooperation moves. However, honest political cooperation requires that Councillors from the opposition do not go back on decisions formerly struck by mutual agreement.

To this end, he wished all the Councillors present a good cooperation for 2020.

After having taken a stance on some of the points discussed, Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) proposed the creation of a Communal Archiving Committee. This proposal received the unanimous support of the Communal Council.

Councillor Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng) once again reiterated the need for an improved consultation of the Finance Committee. Nicolas Pundel (CSV), Alderman for Finance, reminded the participants that the Committee had received the draft budget on the day it was finalised, i.e. over 15 days before the budget was presented to the Communal Council.

Councillor Jean-Marie Dürrer (CSV) provided information on the international meeting of European choirs in Luxembourg. He called for the Commune to organise some concerts in Strassen.

Councillor Laurent Glesener (DP) suggested organising an exhibition with artists from Strassen.

The 2019 rectified budget was approved by the majority, with the opposition of Councillors Martine Dieschburg-Nickels, Marc Fischer, Laurent Glesener, Léandre Kandel (DP) and Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng).

The 2020 draft budget was approved by the majority, with the opposition of Councillors Martine Dieschburg-Nickels, Marc Fischer, Laurent Glesener, Léandre Kandel (DP) and Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng).

## **5. Any other business**

Under “Any other business”, Councillor Marc Fischer (DP) reported that nothing has been done to improve the “Pescher” paths for the last seven years. He also proposed to draw up an inventory of all communal taxes in view to adjusting them. He also referred to the installation of benches in Strassen. He congratulated the local associations that had taken part in the Christmas market.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) criticised the fact that the fireworks ban was not respected on New Year’s Eve. She suggested the creation of shaded areas on the busy leisure ground in front of the “Pescher IV”.

Councillor Léandre Kandel asked about the organisation of the “Buergbrennen”. Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) informed him that an application has been submitted to the Ministry of the Environment to request the authorisation to light it on the old site.